

DECLARATION LIMINAIRE DES REPRESENTANTS DE LA FSU 52

AU CDEN DU VENDREDI 17/11/2023



En cette rentrée 2023, une nouvelle fois, après nos collègues Samuel Paty en 2020, Agnès Lassalle en février 2023, Dominique Bernard, notre collègue de Lettres, a été tué et plusieurs de ses collègues ont été blessés sur leur lieu de travail. Conflans-Sainte-Honorine, Saint-Jean-de-Luz, Arras... autant de drames qui viennent rappeler combien les personnels de l'Éducation Nationale sont en première ligne face aux crises sociales, économiques, politiques, climatiques et géopolitiques qui bousculent le monde dans lequel nous vivons. La communauté éducative a su manifester son attachement et sa solidarité envers les enseignant-e-s à cette occasion...

Ces déclarations d'intention ne doivent pas rester lettre morte. Oui, l'École est percutée aujourd'hui par les crises...mais c'est aussi un lieu où ces crises peuvent être combattues.

Or, comme nous ne cessons de le répéter ici depuis des années, les moyens qui sont alloués à l'Éducation Nationale ne sont pas suffisants pour lui permettre d'accomplir ses nombreuses et difficiles missions au service de l'intérêt général. Les postes manquent pour pouvoir correctement enseigner, accompagner, éduquer, former, orienter tous les élèves de la petite section à la Terminale. Des postes d'enseignant-e-s manquent mais aussi de tous les personnels des équipes pluri-professionnelles (qu'ils soient administratifs, éducatifs, médicaux ou sociaux) avec qui les enseignant-e-s ont besoin de pouvoir travailler afin de permettre à tous les élèves quelque soit leur origine sociale, leur difficulté cognitive ou scolaire ou leur handicap de progresser en classe.

Plus grave encore, les postes existants peinent à être couverts et les demandes de démissions ou de mobilités s'amplifient nationalement et ce à tous les moments de la carrière. L'attractivité des métiers de l'éducation nationale est en chute. Il est urgent de l'enrayer en améliorant les conditions de travail et en augmentant les rémunérations de tous les personnels, augmentation d'autant plus nécessaire dans un contexte d'inflation.

La FSU rappelle sa détermination à obtenir le rétablissement de l'indexation de la valeur du point d'indice et, immédiatement, son augmentation de 10 %.

Malheureusement les réponses gouvernementales restent insuffisantes, principalement car elles se cantonnent à la périphérie des problèmes c'est-à-dire de ce qui se passe en classe, pendant les apprentissages. De plus, ces mesures (Devoirs Faits, « Pacte enseignant » notamment) se traduisent par un accroissement de la charge de travail des personnels, dégradant encore un peu plus leurs conditions de travail au risque d'aggraver les velléités de sortie du métier.

Notre ministère s'intéresse davantage à la quantité qu'à la qualité de notre travail et reprend à son compte le "travailler plus pour gagner plus", en incitant les collègues à cumuler service à plein temps et parts fonctionnelles du Pacte. La rentabilité de l'Education Nationale, l'obligation de résultat aux évaluations, la pression exercée sur les enseignants pour qu'ils acceptent davantage de projets laissent à penser que l'Instruction devient une marchandise et/ou un produit marketing. Bientôt il nous faudra devenir "corporate" ou "pro-actif" pour que notre métier soit reconnu. La concurrence entre établissements, disciplines et collègues existe déjà et dénature le sens de notre profession.

Enfin, ces mesures, principalement en cette rentrée la suppression de la technologie et la réforme de la 6ème, se font en dehors de toute considération pédagogique ou au nom de conceptions totalement dépassées comme celle qui consiste à enfermer les élèves dans des exercices répétitifs pour les faire progresser alors que l'ouverture sur le monde et la diversité des approches disciplinaires sont essentielles, non seulement pour affronter la complexité de notre monde, mais aussi pour utiliser et donc développer, dans des contextes variés, les compétences linguistiques et mathématiques. Le "monde d'après" tel qu'il est conçu actuellement par notre Ministère, n'a rien d'innovant ni de moderne et peu de place est laissé à l'esprit critique.

Dans le contexte de crises multiples, de manque de moyens, de dégradation des conditions de travail et de perte d'attractivité que nous venons d'évoquer, il est essentiel que la parole, les revendications des personnels soient non seulement écoutées mais entendues puis mises en œuvre.